

Rentrée 2025 : les suppressions de postes d'administratifs continuent par des tours de passe-passe!

Le ministère de l'Education nationale a présenté les mesures décidées pour la rentrée 2025. A grand renfort de communiqués et dans les médias, le gouvernement a annoncé l'annulation de la suppression de 4000 postes d'enseignants. Au-delà de cette annonce et du fait qu'il y aura tout de même des suppressions de postes dans le 1^{er} degré et le second degré, l'annonce concernant les postes d'administratifs est qu'il n'y aura aucune suppression de postes. Mais la réalité est toute autre.

Depuis des années, il manque de tout. Partout des postes d'administratifs et d'ITRF sont non pourvus. Il reste encore de nombreux établissements et services où la pénurie organisée par le ministère fait souffrir les collègues.

Pour la rentrée 2025, le ministre ne prévoit aucune création de postes. Il fait le choix, cette année encore, de redéployer des postes entre académies et régions académiques, ce qui aggrave la situation générale.

Ce n'est qu'un tour de passe-passe. Dans le même temps, le ministère annonce des mesures pour le SNU alors même que le Sénat et l'Assemblée nationale a voté des amendements pour sa suppression. Notre position : la place des jeunes est à l'Ecole, pour accéder à l'instruction et à des qualifications et non dans des lieux d'embrigadement dans la logique de préparation à la guerre !

Si effectivement il manque des postes d'administratifs, c'est parce-que depuis des années, les gouvernements successifs ne cessent d'en supprimer, masquant notamment ces destructions d'emplois en expliquant depuis des années que ce n'est que le résultat de l'optimisation des moyens consacrés aux différentes fonctions supports de notre ministère.

S'il manque des postes administratifs et ITRF partout, c'est parce que notre administration préfère geler des postes de titulaires et recruter massivement des contractuels, personnels précaires et « jetables » quand on n'en a plus besoin.

Si certaines organisations syndicales estiment normal de supprimer des postes en EPLE parce qu'un nouvel établissement ouvre et qu'il faut des administratifs pour le faire fonctionner, ce n'est pas la position du **SPASEEN-FO** et de sa fédération la FNEC FP-FO. La ministre s'appuie sur les mutualisations et les fusions passées mais aussi à venir pour justifier ces suppressions.

Au-delà de ce chiffrage académique, ce sont les conditions de travail des agents qui sont en première ligne impactées. Pour **FO**, la situation était et reste insupportable et inacceptable !

La dégradation des conditions de travail est inédite !

Afin de gérer l'urgence et faire tourner la machine, la polyvalence est devenue quasi incontournable. Les collègues endossent des responsabilités qui ne sont pas les leurs, en acceptant des tâches nouvelles de plus en plus lourdes et complexes, entraînant stress et surcharge. Les réformes successives dans notre ministère ont été mises en musique sans moyens supplémentaires. La mise en place de nouvelles applications informatiques non abouties se fait à marche forcée. OPALE, RenoIRH, CYCLADES....

Pour le SPASEEN-FO, cette annonce en trompe l'œil de non suppression de postes, c'est bien encore et toujours la décision de la poursuite d'une politique d'austérité.

C'est une véritable purge, renforcée par les réformes successives, les mutualisations et réorganisations d'agences comptables ou de services, le transfert de missions.

La pression est constante sur les personnels qui engrangent sans compter les heures supplémentaires de travail non récupérées et non payées. Tous les services, tous les établissements, tous les personnels titulaires et contractuels souffrent des mêmes difficultés.

Pour le **SPASEEN-FO**, la situation ne peut plus durer. L'heure est à la résistance et à la reconquête de nos droits. Pour la revalorisation de nos rémunérations et le rattrapage des pertes cumulées depuis 2000. Pour l'abrogation de la réforme des retraites. **Nous ne lâchons rien !**